

Un protégé de l'OTAN à la tête de l'Etat Islamique en Libye

Georges BERGHEZAN

8 avril
2015



A la demande du procureur général d'Égypte, Interpol a diffusé, dans le courant de février 2015, une note accusant le Libyen Abdelhakim Belhadj d'être le chef de la filiale maghrébine l'État islamique (Daesh), organisation qui tente de profiter du chaos en Libye pour conquérir de nouveaux territoires.

Belhadj est loin d'être un inconnu des services secrets occidentaux et de leur bras armé, l'OTAN. Sa carrière pose de nombreuses questions sur les liens troubles qui ont uni, et probablement, unissent toujours ces derniers aux milieux islamistes les plus violents et autres djihadistes.

Dans les années '80, Belhadj combat les Soviétiques en Afghanistan, probablement recruté par le réseau de Ben Laden, soutenu par l'Arabie saoudite, le Pakistan et la CIA. Revenu en Libye, il participe à la fondation du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont il deviendra un de ses « émirs », et tente, à quatre reprises entre 1995 et 1998, d'assassiner Mouammar Kadhafi, pour le compte du MI6 britannique, le service extérieur de sa Gracieuse Majesté. Il se réfugie ensuite auprès de Ben Laden, en Afghanistan, jusqu'à ce que les attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis, revendiqués par Al-Qaida, le forcent à fuir à travers divers pays. Il est arrêté en mars 2004 en Malaisie, transféré et torturé dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande, puis rapatrié de force en Libye, où il est à nouveau torturé, mais sous la supervision de ses anciens amis du MI6 cette fois. Selon le Premier ministre espagnol, Aznar, il aurait été impliqué dans les attentats de Madrid, survenus quelques jours après son arrestation.

Sous la promesse de renoncer à la lutte armée, Belhadj quitte en mars 2010 les geôles libyennes, en compagnie de près de 200 autres islamistes, et prend le chemin du Qatar. Une année plus tard, il est de retour pour participer à l'insurrection qui secoue son pays. Après la chute de Tripoli, il est nommé gouverneur militaire de la capitale, sur proposition de l'OTAN, qui n'a pas encore cessé de pilonner le pays. Accordant de nombreuses interviews à la presse occidentale, qui le décrit souvent comme un « ancien djihadiste » devenu « combattant de la liberté », parfois même comme un « modéré », il fait l'éloge de la France, mais porte plainte contre la Grande-Bretagne à laquelle il ne pardonne pas le traitement que lui a infligé le MI6.

La même année, il se rend en Syrie, pour combattre au sein de l'Armée syrienne libre, la faction choyée par le camp occidental pour déstabiliser le pays. De retour en Libye, il tente de se lancer dans la politique en créant son parti, le Hizb al-Watan. Mais, si le soutien financier, d'origine qatarie, est abondant, le soutien populaire fait défaut, et Abdelhakim n'est pas élu aux élections constituintes de juillet 2012. Malgré cet échec, il consolide son pouvoir à Tripoli et demeure, aux yeux des Occidentaux au moins, un partenaire-clé, puisqu'il est reçu au Quai d'Orsay, le ministère français des Affaires étrangères, quelques semaines avant les élections législatives de juin 2014.

Après ces élections, il se joint à la coalition de milices islamistes et tribales, Fajr Libya, qui n'en reconnaît pas les résultats et s'empare de l'ouest du pays. Depuis, de violents combats opposent Fajr Libya aux forces dites « loyales » du gouvernement issu des dernières élections et siégeant à Tobrouk, à l'extrême-est de la Libye.

La situation devient encore plus chaotique au début 2015 lorsqu'une faction, se réclamant de l'Etat islamique, fait scission de Fajr Libya et se met à combattre ses anciens alliés, notamment à Syrte. Elle se fait connaître du grand public en décapitant 21 Egyptiens, coupables d'être de rite copte, et espère manifestement engranger financement, armes et combattants en capitalisant sur la sinistre renommée du « commandement central », qui contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak. C'est donc cette nouvelle faction que dirigerait, selon la justice égyptienne, Abdelhakim Belhadj.

La barbarie de l'Etat islamique et les attentats qu'il perpètre en Occident risquent-ils de mettre fin à cette alliance ? A en croire les allégations d'élus, de l'armée et des services secrets irakiens, cela ne semble pas à l'ordre du jour. En effet, depuis plusieurs mois, il est question de parachutages d'armes par des avions britanniques et étatsuniens à destination de l'Etat islamique. A une reprise, près de Kobane, en Syrie, les Etats-Unis ont reconnu un tel parachutage, mais qu'ils auraient commis « par erreur ».

Quoi qu'il en soit, la carrière d'Abdelhakim Belhadj, de l'Afghanistan à la Libye, avec un crochet par la Syrie, est l'illustration vivante de l'alliance tumultueuse entre les tenants de l'« ingérence humanitaire » occidentale et les djihadistes, nouée il y a plus de trente ans. Il n'y a guère qu'en Bosnie-Herzégovine, où l'OTAN et les Etats-Unis avaient facilité l'envoi de milliers de moudjahidines, dont des membres d'Al-Qaida, pendant la guerre civile, où Belhadj ne semble n'avoir jamais mis les pieds. La Bosnie qui est devenue aujourd'hui le principal contributeur européen, relativement à sa population, en mercenaires combattant au sein de l'Etat islamique...

Georges Berghezan

Article publié simultanément dans Alerte OTAN ! n° 56, bulletin du Comité de surveillance OTAN

»» http://www.michelcollon.info/Un-protege-de-l-OTAN-a-la-tete-de.html++cs_INTERRO++lang=fr